

## Unis face au danger



### **Pourquoi le Patriarcat de Constantinople et l'Église orthodoxe russe se sont rapprochés pendant la Seconde Guerre mondiale**

**Mikhaïl Chkarovski, docteur en sciences historiques, directeur de recherches aux Archives nationales centrales de Saint-Pétersbourg, professeur à l'Université d'état de Saint-Pétersbourg.**

Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, la Seconde Guerre mondiale éclate. Le patriarche de Constantinople Benjamin I<sup>er</sup> (Psomas-Kiriakou), qui occupe ce poste depuis janvier 1936, aura plus d'une fois à faire des choix difficiles. Il continue d'abord la politique de ses prédécesseurs, s'efforçant de soumettre à sa juridiction les diocèses et les Églises orthodoxes autonomes, principalement celles issues de l'Église orthodoxe russe. Ainsi, en 1936, l'Église orthodoxe lettonne passe à la juridiction du patriarche de Constantinople, sans l'accord du Patriarcat de Moscou ; en 1938, un diocèse Carpatho-russe est formé en Amérique, à partir de 37 paroisses ayant renoncé à l'uniatisme. Cette fondation entraîne une aggravation considérable des rapports avec le Patriarcat de Moscou comme avec l'Église russe hors-frontières (RORHF).

Durant les premiers mois de la guerre, le patriarche Benjamin subit l'influence de l'Allemagne nazie. En novembre 1939, il fournit sans discuter au consulat général d'Allemagne à Istanbul une liste de dix évêques de l'Église orthodoxe polonaise, envoyée à Berlin.

Début 1940, la presse de plusieurs pays fait savoir que l'Allemagne envisage la création d'une Église orthodoxe autocéphale sur le territoire du Troisième Reich, dont l'Église orthodoxe polonaise devra faire partie. Selon les journaux, un délégué spécial a été envoyé à Istanbul pour parlementer avec le patriarche de Constantinople sur l'octroi de l'autocéphalie à cette nouvelle Église locale. On aurait, dit-on, promis à Benjamin I<sup>er</sup>, l'aide matérielle nécessaire au paiement de ses dettes à l'État turc.

La réalité, cependant est un peu différente. Le ministère des Affaires religieuses du Reich, au début de la Seconde guerre mondiale, a bien proposé de créer une Église orthodoxe supranationale pour tous les territoires conquis. Suivant ce projet, l'Église orthodoxe polonaise perdait son statut autocéphale, les diocèses situés en Allemagne et ceux sur le territoire du Gouvernement général étaient soumis à l'archevêque de Berlin et d'Allemagne Séraphin (Lade), de l'Église russe hors-frontières. Mais le projet n'est pas soutenu par le ministère des Affaires étrangères, ni par le service de politique étrangère du parti nazi. En janvier 1940, l'Allemagne nazie renonce finalement à créer son Église orthodoxe supranationale.



Au printemps 1940, l'évêque de Grodno Sabas (Sovetov), ayant fui en Roumanie après l'occupation de la Pologne, se plaint au patriarche Benjamin de Constantinople de l'arbitraire de l'archevêque Séraphin (Lade), temporairement placé à la tête de l'Église autocéphale dans le Gouvernement général de Pologne. A la demande de l'ancien ministre polonais des cultes, l'évêque se rend deux fois de Bucarest à Istanbul, et obtient satisfaction à sa requête. En avril, le patriarche convoque le Synode, qui publie deux résolutions : 1) Le chef légitime de l'Église orthodoxe sur le territoire du Gouvernement général est

l'ex-Premier hiérarque de l'Église de Pologne, le métropolite Denis (écarté par les Allemands) ; 2) le transfert de la direction de l'Église à l'archevêque Séraphin n'est pas canonique. Conformément à ces résolutions du Synode, le patriarche convoque l'archevêque devant le tribunal ecclésiastique. Ces résolutions incitent le gouverneur général Frank à miser finalement sur le métropolite Denis (Waledyński).



Le 23 septembre 1940, le métropolite Denis prête serment de fidélité au gouverneur général Frank et reprend la direction de l'Église. Le 2 novembre, Mgr Denis, l'évêque Timothée (Schretter) et l'archevêque Sabbatius (Vrabec), venu de Prague, procèdent au sacre épiscopal de l'évêque de Chelm et de Podlachie Hilarion (Ogienko). La présence de l'archevêque Sabbatius, relevant de la juridiction du Patriarcat de Constantinople, équivalait, suivant le ministère de Affaires étrangères allemand, à une reconnaissance du sacre (et plus largement de l'Église orthodoxe du Gouvernement général) par Benjamin I<sup>er</sup>.



## Le pape Pie XII

Le 30 décembre 1940, Ivan Rochan, homme politique tchécoslovaque, témoigne que le Patriarcat de Constantinople et l'Église de Grèce comptent de nombreux ecclésiastiques germanophiles. Durant la seconde moitié de 1941, le patriarche Benjamin fait savoir au pape Pie XII qu'il proteste contre les persécutions cruelles dont les Serbes font l'objet dans la Croatie pro-fasciste. Le 30 avril 1942, ayant reçu un avis négatif du Synode de l'Église serbe, il refuse de reconnaître l'Église orthodoxe croate autocéphale non canonique.

Malgré ces actes inamicaux du patriarche envers les nazis, ces derniers ne cessent de le courtiser. En

octobre 1941, le consul général du Reich à Istanbul exprime sa sympathie au patriarche (avec lequel il échangeait des visites), suite à un grand incendie survenu dans la résidence de Benjamin. Il lui propose une aide matérielle pour éliminer les dégâts, mais Benjamin, conseillé par le consulat grec, ne se décide pas à l'accepter. Le consul allemand, par l'intermédiaire de l'Église évangélique-luthérienne allemande, entretient aussi des liens avec le patriarche dans le cadre du mouvement œcuménique. Dans ce domaine, la Grande-Bretagne n'est pas en reste : par le biais de l'Église anglicane, elle s'efforce d'utiliser le Patriarcat de Constantinople à ses fins politiques dans les États balkaniques.

La politique étrangère nazie, en effet, s'intéresse aux Balkans dès le milieu des années 1930. Les États situés dans cette région sont principalement peuplés d'orthodoxes, Bulgares, Roumains, Grecs, Serbes, etc. Les Églises orthodoxes nationales y jouent traditionnellement un rôle important, et le ministère des Affaires étrangères allemand s'efforce constamment de les attirer dans sa zone d'influence, dans les années 1936-1944. La Bulgarie et la Roumanie sont, par ailleurs, alliées de l'Allemagne dans la Seconde guerre mondiale, fait loin d'être anodin. Les ministères nazis accentuent leurs efforts en politique religieuse dans les Balkans en 1941, après l'occupation de la Yougoslavie et de la Grèce et le début de la guerre en URSS. Le 24 septembre, l'assistant culturel du ministère des Affaires étrangères demande à cet effet 100 000 marks, une somme inouïe, qui lui est accordée. La politique religieuse dans les Balkans intéresse non seulement le ministère des Affaires étrangères, mais surtout la RSHA, Direction de la sécurité du Reich.

Pour agir sur les Églises orthodoxes, l'Allemagne nazie décide d'accorder des bourses d'études et de recherche à des théologiens. Ainsi, en 1941, 46000 marks sont versés à 26 boursiers orthodoxes de différents pays. Soulignant l'importance du choix des candidats à la bourse, le ministère des Affaires étrangères écrit aux ambassadeurs des capitales balkaniques (y compris en Turquie), en janvier 1942 : « L'objectif de cette campagne de bourses est d'orienter spirituellement, autant que possible, toute l'Église orthodoxe, sur le Reich allemand ».

Pour soumettre aux intérêts politiques nazis les Églises orthodoxes locales, et principalement le Patriarcat de Constantinople, les autorités allemandes choisissent d'isoler au maximum des Églises orthodoxes et de détruire les liens entre elles, craignant surtout une éventuelle union panslaviste, dans laquelle l'Église russe ferait le lien entre les différentes Églises slaves.

Par ailleurs, les organes du pouvoir nazi se méfient du patriarche de Constantinople, le sachant considérablement influencé par les Anglo-américains. Résidant à Istanbul, hors de la sphère contrôlée par l'Allemagne, le patriarche dépend financièrement de la maison royale grecque et du gouvernement émigré de Grèce, lequel avait amené la réserve en or du pays au Caire, occupé par les armées anglaises.



## Theodor Heckel

Les journaux catholiques des années de guerre et certaines publications d'après-guerre affirment qu'Hitler a proposé au patriarche de Constantinople d'envoyer un évêque de son choix pour réorganiser l'Église orthodoxe dans les territoires russe occupés, proposition acceptée par Benjamin I<sup>er</sup>. L'examen des documents d'archives permet d'affirmer avec certitude que ces affirmations sont dénuées de fondement.

Au contraire, les autorités allemandes craignent qu'un projet de ce type ne soit réalisé par les dirigeants soviétiques. Un document du ministère des Affaires étrangères allemand, datant de 1942,

assure que l'ambassadeur soviétique en Turquie aurait proposé une aide financière au patriarche de Constantinople et lui aurait demandé d'envoyer en URSS deux ecclésiastiques « pour aider le peuple à retrouver sa foi de jadis ». Il est précisé dans le document qu'on y sent « le vieil objectif moscovite, « Tsargrad » », mais le patriarche de Constantinople « semble plus proche de la Maison blanche que de Moscou ». Ce renseignement sur une possible requête de l'ambassadeur soviétique semble inexact, bien qu'une note analytique du ministère des Affaires étrangères allemand, en date du 15 juin 1944, mentionne que le Patriarcat de Constantinople « n'a pas répondu » à la requête soviétique du début de la guerre « sur l'envoi de prêtres et d'enseignants orthodoxes ».

Il est à noter, cependant, que le document intitulé « La position de l'état communiste sur l'église orthodoxe », une étude analytique rédigée en 1952 pour les services secrets américains, assure qu'à la mi-janvier 1943, le consul général soviétique à Istanbul aurait rendu visite au Phanar et proposé un accord entre le patriarche de Constantinople et l'Église russe. Dans la suite de l'entretien, le diplomate aurait proposé d'envoyer de jeunes prêtres en URSS, mais le patriarche Benjamin aurait décliné la proposition, invoquant la difficulté d'obtenir des autorités turques l'autorisation nécessaire.

Au printemps 1943, les dirigeants nazis, mal disposés envers le christianisme, exigent de mettre un terme à tous les rapports entre l'Église évangélique-luthérienne allemande (EELA) et les Églises orthodoxes des Balkans. Le 9 décembre 1942, le ministère des Affaires étrangères annonce au chef du Service international de l'EELA, l'évêque Heckel, l'interruption du financement du séjour des boursiers de ces Églises en Allemagne, ajoutant que les liens entre les Églises sont, par principe, indésirables.

Au moment où l'Allemagne nazie réduit ses moyens de pression sur le Patriarcat de Constantinople, les alliés de la coalition anti-hitlérienne, au contraire, intensifient leurs contacts. En 1943, le patriarche de Constantinople rencontre plusieurs fois des représentants du clergé anglican et des évêques américains. A la vérité, les autorités turques, cherchant à empêcher tout renforcement de la présence grecque à Istanbul, s'efforcent en même temps de contrôler les influences politiques exercées sur Benjamin I<sup>er</sup>.

Bientôt, aux influences anglaise et américaine s'ajoute l'influence de l'Union soviétique. En septembre 1943, Benjamin I<sup>er</sup> s'empresse de saluer l'élection du métropolitain Serge (Stragorodski), devenu patriarche de Moscou et de toutes les Russies, portant un coup dur aux autorités allemandes. Devant le Synode, le patriarche de Constantinople lit le message fraternel de Mgr Serge, daté du 18 septembre. Une note analytique du 2 octobre, émanant du ministère des Affaires étrangères allemand, précise que l'élection de Moscou a déjà été reconnue par les patriarches de Constantinople et d'Alexandrie. Non content de reconnaître l'élection, Benjamin I<sup>er</sup> a aussi participé à la grande prière œcuménique pour l'amélioration de la situation de l'Église russe. A la vérité, après une lettre du roi Georges de Grèce, basé au Caire, sur la ruse et les manœuvres des bolcheviks, le patriarche connaît brièvement de

nouvelles hésitations.



Après l'élection du patriarche Serge, les autorités allemandes organisent plusieurs actions de propagande pour convaincre les chefs des Églises orthodoxes locales de ne pas la reconnaître. Elles agissent d'abord par l'intermédiaire des ambassades du Troisième Reich, mais du 7 au 9 octobre, les représentants du ministère des Affaires étrangères allemand dans plusieurs pays balkaniques (Grèce, Serbie, Bulgarie, Turquie) font savoir « qu'ils ne parviennent pas à organiser la dénonciation de l'élection de Serge par les Églises orthodoxes locales ».

Le 20 décembre 1943, Benjamin I<sup>er</sup> envoie à Moscou une lettre de salutation, dans laquelle il félicite Mgr Serge de son entrée en fonction. L'informateur secret du Consulat allemand à Istanbul rapporte le 25 mars 1944 sa conversation avec le métropolite Gennadios. A la question de la légitimité de l'élection du patriarche Serge, il avait répondu catégoriquement : « Le patriarche russe est reconnu de toutes façons. Les autres patriarches et nous l'avons reconnu ». Toutes les tentatives de contester la légitimité de cette élection pour des raisons canoniques sont restées vaines, bien plus, des relations ont déjà été établies entre les Patriarcats de Moscou et de Constantinople.

Dans sa note du 31 mars 1944, l'assistant Kolhrep écrit que les tentatives du ministère des Affaires étrangères allemand pour inciter les Églises balkaniques à protester contre la nomination du patriarche Serge ont échoué. Sous l'influence de la propagande soviétique, les dispositions antibolcheviques des hiérarques des Balkans commencent à évoluer.



Face aux victoires évidentes de l'URSS, le ministère des Affaires étrangères du Reich propose plusieurs contre-mesures à la politique religieuse soviétique : des voyages de théologiens et de professeurs, auparavant rejetés par le SD, la nomination de l'évêque évangélique Heckel comme représentant au Patriarcat de Constantinople et l'utilisation de « Russes orthodoxes, si possible non issus de l'émigration tsariste ». Les tentatives malheureuses des autorités allemandes pour organiser des actions de propagande religieuse dans le Sud-Est de l'Europe, se poursuivent jusqu'à août 1944, après quoi elles sont abandonnées. La situation militaire empirant, à l'approche des armées soviétiques, il n'était plus temps.

La note du ministère des Affaires étrangères allemand au chef de la police de sécurité et du SD sur la situation au Patriarcat de Constantinople, datée du 25 juillet 1944, présente donc un intérêt particulier. Il y est dit que le patriarche Benjamin a reconnu l'élection patriarcale de Moscou et qu'il a reçu de nouvelles informations sur l'Église en Russie. Par ailleurs, il écoute régulièrement les offices orthodoxes retransmis à la radio depuis Athènes et il a reçu pour Pâques 30000 dollars des orthodoxes d'Amérique. Le patriarche Benjamin a aussi reçu l'ambassade anglaise du prêtre Huchesson, qui lui a demandé « qui serait vainqueur dans cette guerre », à quoi le premier hiérarque a répondu : « Ceci est entre les mains du Seigneur et ne regarde pas l'Église. Elle ne doit s'occuper que des affaires ecclésiastiques... »



Quelques mois plus tard, les liens entre les Patriarcats de Moscou et de Constantinople se sont si bien affermis que le représentant de ce dernier, le métropolitain Germanos (Strinopoulos) de Thyatire, assiste au Concile local de Moscou, du 31 janvier au 2 février 1945, tandis que le patriarche Benjamin envoie

un télégramme de félicitations.

Dans un rapport du 18 janvier à Joseph Staline, G. Karpov, président du Conseil des affaires de l'Église orthodoxe russe, écrit : « Le patriarche œcuménique, l'archevêque Benjamin de Constantinople... subit la forte influence des Turcs. Le patriarche Benjamin a informé le métropolite Alexis par télégramme qu'il ne pourrait venir à Moscou pour cause de maladie. » Dans un autre rapport au gouvernement soviétique, Karpov fait le bilan du Concile local et écrit : « Le Patriarcat de Moscou s'est, notamment, entendu avec le patriarche Christophe d'Alexandrie sur la cessation des contacts avec le métropolite Anastase [premier hiérarque de l'EORHF] et sur la nécessité de lutter ensemble contre le Vatican. »

Élu le 2 février au Concile, le patriarche Alexis (Simanski) de Moscou et de toutes les Russies, contribue activement à la fin du schisme entre le Patriarcat de Constantinople et l'Église orthodoxe bulgare.



Le 6 mars, le premier hiérarque russe envoie au patriarche Benjamin une charte l'informant de sa nomination au trône patriarcal de Moscou et de toutes les Russies. Le 25 avril, il reçoit en réponse une lettre de félicitations. A la mi-mai, le patriarche de Constantinople envoie à Moscou une autre lettre, remerciant le patriarche Alexis pour le don d'une icône précieuse, ainsi que « de l'accueil cordial, des honneurs et de l'attention accordés à notre représentant ».

Le 30 mars, le métropolite Germanos de Thyatire remercie à son tour le patriarche Alexis depuis

Londres. Il se dit reconnaissant d'avoir pu assister à l'intronisation du premier hiérarque. Le patriarche répond au métropolite début mai par télégramme, lui souhaitant bonnes pâques. En juin 1945, Mgr Germanos rencontre à Londres le métropolite de Kroutitsy et de Kolomna Nicolas (Iarouchevitch).

Ainsi, pendant la Seconde guerre mondiale, le Patriarcat de Constantinople, bien qu'ayant d'abord subi une certaine influence de l'Allemagne nazie, a su lui résister. Le patriarche Benjamin a reconnu l'élection du métropolite Serge (Stragorodski) au Patriarcat de Moscou et de toutes les Russies. A la fin de la guerre, non seulement Constantinople et l'Église russe sont à nouveau en relations, mais celles-ci s'en trouvent améliorées. La période de la fin de la Seconde guerre mondiale est l'une des plus favorables dans les rapports entre Constantinople et Moscou. Face à la menace nazie, les hiérarques ont démontré leur unité et rapproché leurs positions sur les questions de canonicité.

---

Source: <https://mospat.ru/fr/authors-analytics/61621/>